

Cuba, 50 ans après la révolution: Quelles perspectives

Cuba dans le nouveau contexte latino-américain.

17 mars 2007

Obey Ament
Responsable Amérique latine
Parti communiste français

I) Contexte : UN NOUVEAU RAPPORT DE FORCES POLITIQUES

► L'Amérique Latine vit des évolutions qui ont comme conséquence une modification du rapport des forces politique qu'il ne faut pas sous-estimer.

Ce nouvel rapport des forces est d'une grande importance pour le pays qui a résisté à toutes les agressions sans abandonner ses objectifs de transformation profonde de sa société.

► En cinquante années de révolution, Cuba a été le refuge, un point d'appui, un peuple solidaire envers tous les révolutionnaires, démocrates et progressistes de l'Amérique latine qui se sont battus contre les dictatures et pour la libération nationale.

Pendant cette période les Etats Unis ont envahi la République Dominicaine, ils ont participé à l'organisation du Coup d'Etat qui a coûté la vie au président Salvador Allende, ils ont fait la guerre contre le Nicaragua et ont occupé la Grenade et le Panama.

Cuba représente aujourd'hui cinquante ans d'internationalisme et de résistance contre l'impérialisme.

► Le président équatorien Rafael Correa répète souvent « **L'Amérique Latine ne vit pas une époque de changements mais un changement d'époque** »

Nous sommes très loin de l'époque où les gouvernements de l'Amérique latine participaient à l'exclusion de Cuba de l'OEA. C'était en 1962

► L'Amérique latine s'éloigne aussi de « la triste nuit néolibérale » (Correa). L'élection de Mauricio Funes ce dimanche montre que cette évolution continue.

La plupart des pays de la région sont aujourd'hui gouvernés par des forces d'une gauche très diverse. Là où elle ne gouverne pas, la gauche progresse.

C'est un fait significatif : le rapport des forces politiques a changé dans la région, les relations avec les États Unis changent, son hégémonie politique, idéologique et militaire est plus que jamais contestée.

-Les peuples portent au gouvernement des forces d'une gauche très diverse qui, avec des stratégies de développement propres à chaque réalité nationale, contestent le Consensus de Washington, les recettes du FMI et de la Banque Mondiale.

► Les priorités de ces gouvernements sont autres :

La justice sociale, le combat de la pauvreté et de l'exclusion. Et ils se donnent les moyens pour y arriver : maîtrise des ressources naturelles, nationalisations des secteurs stratégiques, une nouvelle fiscalité.

Une nouvelle démocratie: C'est une gauche qui ne se contente de s'installer confortablement dans les institutions mais qui les occupe pour les changer, crée des nouvelles institutions, des droits nouveaux (indigènes, syndicaux, sociaux).

Des nouvelles Constitutions sont adoptées qui créent des mécanismes de participation citoyenne et, comme l'a dit le président Evo Morales, se veulent des verrous pour empêcher le retour du néolibéralisme.

Ces nouvelles Constitutions sont incompatibles avec les exigences portées par l'Union Européenne et les Etats Unis au sein de l'OMC. Elles sont incompatibles avec la logique proposée par l'Union Européenne dans les négociations d'accords d'association avec les pays latino-américains, prolongement sur le plan international de la Stratégie de Lisbonne.

Intégration : L'Amérique Latine se veut un acteur de la mondialisation, elle ne veut plus la subir mais la modifier. Elle se veut un acteur global, un interlocuteur qui compte. Elle veut exercer souverainement les responsabilités qui lui semblent être les siennes dans le contexte international actuel. Elle propose une nouvelle architecture financière, une réforme démocratique de l'ONU, une transformation profonde du FMI.

► Le modèle d'intégration par le libre échange proposé en 1994 par les Etats Unis aux peuples de cette région est rejeté.

En novembre 2005, la plupart des pays de la région ont rejeté l'Accord de libre échange des Amériques (ALCA) lors du Sommet de Mar del Plata.

C'était quelques mois après le rejet du Traité Constitutionnel Européen par les peuples de France et des Pays Bas; dans les deux cas, il s'agissait de batailles contre les logiques libérales qui pourraient être des bases pour des convergences des forces progressistes des deux continents.

De CASA à UNASUR

► **Acteurs de la mondialisation, les pays latino-américains se donnent aussi les moyens pour peser avec des constructions régionales.**

En 2004, les pays de l'Amérique du Sud se donné rendez-vous à Cusco (Bolivie) pour créer la Communauté Sud-Américain des Nations (CASA) à partir de laquelle naîtra en 2008 l'Union des nations de l'Amérique du Sud (**UNASUR**) qui rassemble le Brésil, le Venezuela, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, la Bolivie, l'Équateur, le Chili, le Pérou, la Colombie, la Guyane et le Surinam.

► UNASUR est une construction qui va bien plus loin dans ses objectifs que le MERCOSUR et la Communauté Andine. Elle est l'expression politique de une union, fondée sur le dialogue et des coopérations dans des domaines tels que les infrastructures, les finances, avec la création de la Banque du Sud, la sécurité, l'énergie, les infrastructures, la santé et l'éducation.

Nous sommes bien loin du modèle actuel défendu en Europe par le libéralisme fondé sur la concurrence libre et non faussé et les dogmes du marché.

► Cuba, avec le Venezuela, la Bolivie, le Nicaragua, le Honduras et la Dominique participent à l'**Alternative Bolivarienne pour l'Amérique latine (ALBA)**.

L'ALBA se donne pour objectif la **lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la compensation des asymétries existantes entre les pays membres, la création de fonds compensatoires, le développement endogène**.

Une **Banque d'ALBA** a été créée, et la proposition de mettre en place un **Système de compensation régional (SUCRE)** pour la création d'une monnaie commune a été avancée en 2008.

ALBA, selon le Vice-Ministre des Relations Extérieures du Venezuela, permet « identifier les possibilités, potentialités et perspectives de croissance entre pays frères, souverains du Sud en termes de solidarité, croissance durable et intégration »

Cuba a beaucoup à apporter à l'intégration régionale

En décembre 2008, à Saiupe ville brésilienne, a eu lieu le **premier Sommet de l'Amérique Latine et des Caraïbes** qui a rassemblé pour la première fois tous les pays latino-américains avec l'absence des deux fidèles de Washington, Le Salvador et la Colombie.

Les Etats Unis n'ont pas été invités alors que Cuba, représentée par le président Raul Castro occupait la place qui est la sienne parmi des nations sœurs.

► Le Groupe de Rio, l'un des plus anciens mécanismes régionaux de concertation politique, s'est réuni aussi à cette occasion pour accueillir très officiellement Cuba en tant que membre.

Les pays de l'Amérique latine ont crée, avec la montée en puissance de la gauche, un rapport de forces qui ouvre la voie au retour de Cuba dans des institutions régionales nouvellement créées.

En 1962, Cuba avait été expulsé de l'Organisation des Etats Américains par les Etats Unis avec la complicité de la quasi totalité des pays latino-américains.

Aujourd'hui, le processus d'intégration imaginé par les gouvernements de gauche ne peut pas se faire sans l'incorporation des potentialités offertes par Cuba; ses richesses naturelles, ses apports en matière d'éducation et santé, sa biotechnologie et surtout sans l'autorité politique et morale que sa révolution représente dans le monde;

► **Dans sa déclaration finale**, le sommet de Saiupe souligne l'engagement des pays participants dans la défense de la souveraineté et en faveur du droit de tous les Etats à construire son propre système politique libre de menaces, d'agressions et de mesures coercitives unilatérales.

En défendant ce droit, les gouvernements de la région affirment le droit du peuple cubain à faire le choix du socialisme tout en affirmant leur propre droit à choisir leur propre destinée.

Il s'agit d'une position claire contre les ingérences des Etats Unis qui se sont répétées ces dernières années comme on l'a vu avec les tentatives de coup d'État au Venezuela et en Bolivie, le financement de la guerre en Colombie.

► Ils ont demandé au gouvernement des États Unis le respect des 17 résolutions votées par l'AG ONU demandent la fin du blocus et l'arrêt des mesures adoptées par WG Bush depuis 5 ans qui renforcent le blocus.

► Dans le cadre d'UNASUR, un **Conseil de Défense et Sécurité** a été créé : il s'agit d'un concept propre de défense et sécurité, qui ne se veut pas une sorte de nouvelle OTAN mais veut être un organisme permanent de dialogue, de consultation, d'information et d'évaluation face aux situations de risques pour la paix, un forum pour la recherche du consensus et la gestion des désaccords.

Ses missions seraient la coopération, la planification de stratégies de paix et de participation à des missions humanitaires, la transparence des dépenses militaires et l'organisation d'une industrie propre de l'armement.

Renforcement de l'autonomie politique de la région, l'hégémonie étatsunienne contestée

L'hégémonie des Etats Unis est plus que jamais contestée dans la région.

Il s'agit d'une contestation de l'idéologie qu'ils avaient réussi à imposer depuis les années de dictatures et de règne du néolibéralisme, contestation de sa domination impériale et de sa présence militaire.

Les peuples d'Amérique latine aspirent à la souveraineté et à la possibilité de disposer, en toute indépendance, de leur propre système de sécurité, de règlement des conflits et de protection de ses ressources naturelles.

Il est important de rappeler que la création du CDS a été proposée après l'attaque par la Colombie en territoire équatorien contre les FARC.

► Cet attaque a reçu la condamnation unanime des pays de l'OEA (à l'exception évidente des Etats Unis et du Canada)

► Les vingt-deux pays du Groupe de Rio ont été encore plus contondants dans leur condamnation unanime de cet attaque. Ils n'ont pas voulu tolérer cette tentative d'introduire la guerre préventive dans la région.

La condamnation des agissements du gouvernement d'Alvaro Uribe a été aussi celle de la doctrine Bush.

► Lors de la tentative de Coup d'État civil en Bolivie soutenu par les États Unis, l'ensemble des présidents de la région ont donné leur soutien au gouvernement démocratique d'Evo Morales et ont rejeté le séparatisme de la droite bolivienne.

Ces positions communes ont été prises dans des cadres où les États Unis ne participent pas. Ce sont des faits sans précédents.

Une semaine avant la réunion des Ministres de la Défense des pays membres du Conseil de Défense et Sécurité qui s'est tenue ce mois de mars à Santiago du Chili, Mike Mullen, Chef de l'État Majeur conjoint des États Unis a visité plusieurs pays sud-américains pour manifester l'inquiétude de Washington.

Les Etats Unis, comme la Russie, seraient intéressés à obtenir un statut d'observateur dans le nouveau Conseil de Défense et de Sécurité.

Le Ministre de la Défense du Brésil a résumé la position des participants en déclarant qu'un

changement de politique des Etats Unis vis à vis de Cuba était nécessaire pour favoriser le rapprochement avec l'Amérique latine.

II) VOLONTE DES PAYS LATINO AMERICAINS D'ACCOMPAGNER LES CHANGEMENTS EN COURS A CUBA ET DE DESSERRER LE BLOCUS

Dès l'élection de Hugo Chavez et de Lula da Silva, puis de Tabaré Vazquez en Uruguay, Cuba a commencé à sortir de l'isolement dans lequel les Etats Unis avaient voulu l'enfermer.

L'élection d'Evo Morales en Bolivie, de Rafael Correa en Equateur ont confirmé la dynamique nouvelle.

La plupart des pays ont des relations diplomatiques indépendamment de la couleur des gouvernements en place. Ce n'était pas le cas il y quelques années.

► Depuis l'arrivée de Raul Castro à la tête du gouvernement cubain, on constate une volonté de renforcement et diversification de ces liens avec l'Amérique latine.

► Des centaines d'accords ont été signés entre les différents pays et Cuba .

Avec le Brésil qui veut participer, selon le Ministre des Relations Extérieures Celso Amorim, « à ce nouveau moment » que Cuba vit avec la mise en place de politiques qui cherchent à donner une nouvelle efficacité à l'économie cubaine et à répondre aux besoins les plus immédiates de la population.

Le Brésil ne cache pas son intention de devenir son premier partenaire commerciale, place occupé jusqu'ici par le Venezuela :

En décembre 2008, lors du voyage du président Lula à La Havane, 10 accords de coopération ont été signés et des investissements ont été proposés dans des secteurs tels que les infrastructures, mines, l'informatique, la santé être les finances, la pêche, l'agro-industrie. Le Brésil veut aider Cuba à créer un parc industriel compétitif.

Ces accords viennent s'ajouter à des dizaines d'autres signés alors que Fidel Castro présidait le Conseil d'Etat.

La route Santiago – La Havane sera modernisée et la compagnie Petrobras participera à la prospection pétrolière et au raffinage en coopération avec la compagnie cubaine CUPET

- Des crédits ont été attribués pour le développement du pays, pour l'achat d'aliments, la modernisation des entreprises productrices de nickel et pour la pisciculture.
- 40 chefs d'entreprise ont accompagné Lula lors de son dernier voyage à Cuba.

Actuellement le Brésil exporte 496 millions de dollars à Cuba (117 millions en 2001)

Venezuela : Les relations avec Caracas sont d'une importance stratégique tant du point de vue politique que économique.

Principal partenaire commercial (3 milliards de dollars d'échanges sans compter investissements) le Venezuela apporte aussi, dans le cadre de la coopération énergétique, **100 mil B/J de pétrole en**

échange des services médicaux dispensés par des milliers de médecins cubains.

En 2008, 76 projets avec un cout de \$1,3 mds ont été signés, puis en décembre 2008, lors du voyage de Raul Castro à Caracas **311 accord ont été souscrits avec une valeur de \$1,5 mds.** Ils concernent le développement industriel, la santé, l'éducation, la culture, le sport, les technologies, l'agriculture ainsi que des investissements pour la production de ciment, essentiel pour la reconstruction des zones dévastées par les ouragans de 2008.

Une entreprise mixte a été créée entre PDVSA et CUPET pour la coopération technique et la formation, la prospection pétrolière dans le Golfe du Mexique et le nickel. Cuba est le premier producteur au monde de cet ressource minière.

D'autres secteurs concernés par ces accords : Ports, chemins de fer, assurances plantes électriques, tourisme

PVDSA -CUPET ont crée une entreprise mixte pour la modernisation de la Raffinerie de Cienfuegos qui doit produire en un premier temps 65 mil barils /jour et pourrait produire jusqu'à 120 mil b/j.

Argentine : Christine Kirchner fait partie des Chefs d'État qui se sont rendus ces derniers temps à Cuba. Elle aussi a été accompagné de 40 chefs d'entreprise

11 accords signés ont été signés : assistance prévention de catastrophes, médicaments (recherche et production) , énergie nucléaire à utilisation pacifique, radio pharmacie.

L'Uruguay ; a soutenu dès 2005 l'incorporation de Cuba au MERCOSUR

En peu de temps, après l'élection de Tabaré Vazquez, les exportations uruguayennes ont augmenté de 300% celles de Cuba de 68%. des coopérations existent dans le domaine de la santé, ophtalmologie ainsi que des accords commerciaux.

Équateur : en janvier 2008 , 9 accords signés : éducation, culture, énergie, sciences et technologies.

Chili: La visite de Michèle Bachelet est politiquement importante, elle montre un changement de la position prise par Santiago qui s'était associé aux pays qui avaient sanctionné Cuba au sein de la Commission des Droits de l'Homme dans un passé récente.

La visite de Michèle Bachelet a bien sur été critiqué par la droite et par une partie des membres de sa coalition. Elle s'était refusé à rencontrer des membres de l'opposition.

Un certain nombre d'accords ont été signés : agriculture, forêts, pêche....

Panama : Le président Martin Torrijos a aussi visité Cuba en novembre. La Suprême Cour de Justice panaméenne a annulé la grâce accordée durant le gouvernement précédent, par la justice au terroriste Posada Carriles, auteur de divers attentats contre Cuba et un de ceux qui avaient planifié un attentat contre le président Fidel Castro lors d'une visite au Panama.

Des pays comme la **Colombie**; fidel allié de Washington, ont des bonnes relations avec Cuba. La Havane a participé en tant que facilitateur des négociations entre la guérilla de l'ELN et le gouvernement Uribe et on sait que Fidel Castro modère de temps en temps les ardeurs du président Chavez dans sa relation avec le président colombien Alvaro Uribe.

Le **Mexique**, qui pendant très long temps avait été le seul pays à avoir des relations avec Cuba,

avait abandonné sa position à l'époque du président Ernesto Zedillo (1994 -2001). Le Mexique a alors commencé à joindre sa voix à celles qui votaient contre Cuba à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU et la Ministre des Relations Extérieures Rosario Green avait rencontré la dissidence lors du Sommet Ibéroaméricain de La Havane.

Cette relation s'est encore détériorée sous la présidence du conservateur Vicente Fox. Lors du Sommet sur le Financement du développement de Monterrey, le président mexicain s'est déshonoré en demandant au Président Fidel Castro de quitter la réunion aussitôt fini le diner officielle pour ne pas gêner Georges W Bush.

Le nouveau président, Felipe Calderon a fait le choix de reprendre des relations de respect avec CUBA et a soutenu l'intégration de Cuba au Groupe de Rio.

Le Mexique a joué un rôle positif en tant que présidence de la nouvelle Commission des Droits de l'Homme de l'ONU en s'exprimant en faveur de la suppression des missions « d'observation spéciale » que cette commission essayé régulièrement d'imposer à Cuba.

Le Ministre cubain des Relations Extérieures Felipe Perez Roque a considéré que ce changement de position du Mexique a « levé un obstacle important » pour la normalisation des relations Cubano-mexicaines.

► Lors du sommet de Sauipe, l'idée de la création d'une nouvelle organisation des Etats Américains sans la participation des Etats Unis a été évoquée.

Que cette proposition devienne une réalité ou pas, le Sommet d'Amérique latine et des Caraïbes du mois de décembre aura des suites dans la conformation de l'unité régionale avec la participation de Cuba.

Cette participation et l'intégration de Cuba au groupe de Rio sont en soi même la démonstration des changements en cours sur le continent et un signe de l'échec des Etats Unis dans ses tentatives d'isoler Cuba et de faire tomber le gouvernement issu de la Révolution de 1959.

A l'OEA on évoque de plus en plus la nécessité de faire revenir Cuba dans son sein. José Miguel Insulza, le Secrétaire générale de cette organisation a déclaré à plusieurs reprises sa proposition de révoquer la décision d'exclusion prise en 1962 parce que « obsolète ».

Mais le gouvernement cubain rejette l'offre et préfère plutôt s'associer aux nouvelles dynamiques d'intégration progressiste en cours.

III) ELECTION D'OBAMA

Ces derniers mois, les présidents du Brésil, du Venezuela, de l'Argentine, de l'Equateur, de la République Dominicaine, du Chili, du Guatemala de Honduras ont visité La Havane. Felipe Calderon, le président mexicain s'y rendra prochainement.

Ces visites apparaissent comme un soutien claire à Cuba et un message à l'adresse du nouveau président étasunien Barak Obama. Les Etats Unis doivent modifier leur position et admettre le choix fait par le peuple cubain.

La nouvelle administration a déjà prise des décisions qui modifient celles prises par George W. Bush. Les voyages des familles sont facilités et peuvent avoir lieu une fois par an au lieu de une fois tous les trois ans, la durée des séjours, était de 14 jours, est désormais illimitée et les voyageurs

pourront dépenser jusqu'à 179 dollars par jour (50 dollars par jours jusqu'ici). Les réglementations concernant l'exportation de médicaments et aliments ont aussi été assouplies.

Mais ces changements sont plus que limités. Hillary Clinton a déjà fait savoir que la levée du blocus n'est pas envisagée par l'Administration Obama.

Barak Obama a été élu parce qu'il a promis « le changement ». Jusqu'où ira ce changement ? Pour qu'il soit réel il devra écouter l'appel exprimé par les différents Chefs d'Etat de l'Amérique latine, mettre fin au blocus et renoncer d'une fois pour toutes aux visées annexionnistes qui ont marquée la politique étasunienne depuis toujours.

Les dirigeants cubains l'ont répété maintes fois : Cuba est ouverte à un renouveau de ses relations avec le voisin du Nord dans le respect mutuel. Raul Castro lui même l'a affirmé lors de ses premiers discours en tant que premier responsable du gouvernement.

Les processus politiques en cours dans cette région du monde montrent bien que les Etats Unis auront face à eux un bloc de pays de plus en plus uni politiquement. Changer de politique est aussi prendre en compte cette réalité et renoncer aux tentatives de changer le cours des événements par des ingérences et violations au droit international, comportements habituels de Washington.

L'affirmation d'une identité latino-américaine, la poursuite de l'intégration régionale, ne peuvent se faire sans Cuba, sans ses potentialités économiques et humaines bridées jusqu'ici par le blocus et le harcèlement politique.

Une relation respectueuse entre les Etats unis et ses voisins ne peut s'imaginer alors que l'un des membres de cette communauté latino-américaine souffre cette politique injuste et anachronique.

Le mois d'avril prochain aura lieu le Sommet des Amériques pour la première fois, cinq ans après l'échec du projet proposé par les Etats Unis de créer une zone continentale de libre échange. C'est une bonne occasion pour le nouveau président des Etats Unis de se montrer véritablement original!

Pour ce qui nous concerne nous, les forces politiques progressistes et de la gauche en France et en Europe, le nouveau rapport de forces nous donne une très bonne occasion pour être plus offensifs dans nos actions en faveur de la levée du blocus. Nous pouvons nous appuyer sur cette demande unanime des progressistes et démocrates latino-américains et converger dans un effort politique commun.

Il est de notre responsabilité aussi de penser à des propositions alternatives en faveur d'une coopération avec Cuba.